

Publications périodiques

Comptes annuels

PRIORIS

Société par actions simplifiée au capital 15.500.000 Euros.
Siège social : 69, avenue de Flandre, 59700 Marcq-en-Barœul.
489 581 769 R.C.S. Lille Métropole

Assemblée Générale ordinaire du 29 mai 2018

A. — comptes sociaux au 31 décembre 2017**I. — Bilan**

(En milliers d'Euros)

Actif	Note	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, Banques centrales, CCP			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	1	4.705	6.680
Créances sur la clientèle	2	289.253	228.370
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées			
Crédit Bail et location avec option d'achat	3	186.718	172.371
Location simple			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	4	1.237	1.103
Comptes de régularisation	5	2.741	2.279
Total de l'actif		484.654	410.803

Passif	Note	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales, CCP			
Dettes envers les établissements de crédit			
À vue	6	9	8
À terme	6	430.914	360.773
Opérations avec la clientèle	7	1.279	1.447
Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	8	5.723	6.620
Comptes de régularisation	9	6.182	4.683
Provisions	10	1.560	1.332
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux			
Capital souscrit	27	15.500	15.500
Primes d'émission et de fusion			
Réserves		9.470	8.540
Écarts de réévaluation			
Report à nouveau	27	2.501	2.501
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Résultat de l'exercice	27	11.517	9.399
Total du passif		484.654	410.803

Hors bilan	Note	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés	13		
Engagements de financement			
Engagements de garantie			
Engagements sur titres			
Engagements reçus			
Engagements de financement		15.000	15.000

Engagements de garantie		115	115
Engagements sur titres			

II. — compte de résultat

(En milliers d'Euros)	Note	31/12/2017	31/12/2016
+ Intérêts et produits assimilés	14	10.893	11.003
- Intérêts et charges assimilées	15	1.183	2.049
+ Produits sur opérations de crédit bail et assimilées	16	57.723	54.785
- Charges sur opérations de crédit bail et assimilées	17	48.375	46.229
+ Produits sur opérations de location simple			
- Charges sur opérations de location simple			
+ Revenus des titres à revenu variable			
+ Commissions (produits)	18	4.389	4.049
- Commissions (charges)	18	1.616	1.488
+/- Gain ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
+ Autres produits d'exploitation bancaire	19	77	48
- Autres charges d'exploitation bancaire	20	686	601
Produit net bancaire		21.222	19.518
- Frais de personnel			
- Charges générales d'exploitation	21	3.524	3.649
- Dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles			
Résultat brut d'exploitation		17.698	15.869
+/- Coût du risque	22	-1.800	-2.012
Résultat d'exploitation		15.898	13.857
+/- Gain ou pertes sur actifs immobilisés			
Résultat courant avant impôt		15.898	13.857
- Impôt sur les bénéfices	23	4.381	4.458
+/- Dotations/risques de FRBG et provisions réglementées			
Résultat net		11.517	9.399

III. — Annexe aux comptes sociaux**1. — Règles et méthodes comptables**

Méthodes comptables. — Les comptes de la Société ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

La société a opté pour l'amortissement financier des biens donnés en crédit-bail en application des dispositions de l'article 39 C du Code Général des Impôts.

Crédit bail et location avec option d'achat. — Les immobilisations mises en location sont enregistrées hors taxes à leur coût d'acquisition, diminué de l'amortissement financier cumulé.

Créances douteuses ou litigieuses Les créances douteuses et douteuses compromises sont valorisées par actualisation des flux. Elles sont inscrites à l'actif du bilan pour leur montant net de dépréciations. Elles comprennent les échéances impayées, le capital restant dû des dossiers de financement présentant des impayés non régularisés depuis plus de 3 mois, et le cas échéant les indemnités de résiliation contentieuse. La restructuration d'un dossier avec des échéances impayées en recouvrement amiable entraîne l'inscription en créances douteuses des échéances impayées et du capital restant dû à compter du 01/01/2014. Les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine et qu'il n'existe plus de soldes impayés. En application du règlement CRC 2002-03, les créances douteuses compromises sont identifiées au sein de nos créances douteuses et litigieuses, sur base d'attributs particuliers.

Par ailleurs, les créances de type protocoles sont maintenues en créances douteuses et litigieuses, et dépréciées de façon statistique au travers de la provision des affaires dont elles sont originées.

Dépréciations des créances douteuses ou litigieuses, passage en perte. — Elles sont calculées en fonction de la perte estimée probable, selon un mode de détermination statistique pour l'activité Retail et un mode de détermination individuel pour les créances significatives. Lorsque la mise en œuvre des opérations de recouvrement ne permet pas de solder une créance client, cette dernière est passée en perte.

Provisions. — Une provision est constatée lorsque l'entreprise a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Coût d'acquisition des dossiers de financement. — Le coût d'acquisition des dossiers de financement est constitué d'une part, des commissions payées aux prescripteurs et d'autre part, des frais de dossier facturés à la clientèle. Les commissions payées aux prescripteurs et les frais de

dossier sont étalés sur la durée probable des contrats de financement auto soit 30 mois. Au bilan, les coûts d'acquisition relatifs à l'activité Crédit sont intégrés à l'encours du crédit concerné. Ceux relatifs à la location sont intégrés aux immobilisations louées.

2. – Notes sur le bilan

Note 1. – Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'Euros)	2017	2016
A vue		
Comptes courants bancaire	3.958	1.830
dont réseau SG	3,527	995
Intérêts courus		
Prêts	747	4850
A Terme		
Prêts		
dont réseau SG		
Intérêts courus		
Total	4.705	6.680

Note 2. – Créances sur la clientèle

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Crédit à la clientèle	268.567	210.818
Revolving		6
Propositions financées et à financer	6.438	4.768
Créances brutes	19.897	20.559
Dont impayés< 90 jours	364	346
Dont créances douteuses non compromises	5.924	6.648
Dont créances douteuses compromises	13.609	13.565
Dépréciations des créances	-13.947	-14.692
Dont créances douteuses non compromises	-2.869	-3.624
Dont créances douteuses compromises	-11.078	-11.068
Intérêts courus	552	467
Coût d'acquisition des dossiers de financement	7.746	6.444
Total	289.253	228.370

Note 3. – Crédit bail et location avec option d'achat

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Immobilisations nettes louées	177.691	162.693
Dont valeurs brutes	243.498	224.949
Dont amortissements	-65.807	-62.256
Immobilisations en cours		
Créances brutes	6.987	8.764
dont impayés < 90 jours	133	1.269
dont créances douteuses non compromises	1.778	2.054
dont créances douteuses compromises	5.076	5.441
Dépréciations	-4.179	-4.462
dont créances douteuses non compromises	-617	-632
dont créances douteuses compromises	-3.562	-3.830
Coût d'acquisition des dossiers de financement	6.219	5.376
Total	186.718	172.371

Passage à l'encours financier :

Immobilisations nettes louées	177.691	162.693
Réserve latente en location financière	-221	-36
Comptes de régularisation financiers	-458	-444
Encours financier	177.012	162.213

Mouvements sur les immobilisations brutes louées :

Parc au 31/12/2016	Acquisitions	Cessions	Parc au 31/12/2017
224.949	104.982	86.433	243.498

Note 4. – Autres actifs

(En milliers d'Euros)	2017	2016
TVA à récupérer	905	1,084
Divers	14	14
Créances fiscales et sociales	318	5
Total	1.237	1.103

Note 5. – Comptes de régularisation actif

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Cartes grises et malus	996	820
Autres produits à recevoir	1.701	1.394
Stock d'imprimés	2	1
Charges constatées d'avance	8	7
Autres	34	57
Total	2.741	2.279

Note 6. – Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'Euros)	2017	2016
A vue		
Comptes courants bancaires		
Intérêts courus	9	8
Emprunts		
Total	9	8
A terme		
Emprunts	430.500	360.000
Dont réseau SG	430.500	360.000
Intérêts courus	414	773
Total	430.914	360.773

Note 7. – Opérations avec la clientèle

Ce poste représente les soldes créditeurs des dossiers de crédit et de location en attente de remboursement ou de régularisation

Note 8. – Autres passifs

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Dépôts de garantie reçus	910	915
Fournisseurs groupe	1.000	1.018
Fournisseurs d'immobilisations louées	2.275	2.918
TVA à reverser	1.451	1.605
Dettes fiscales et sociales	87	164
Total	5.723	6.620

Note 9. – Comptes de régularisation passif

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Produits constatés d'avance	378	222
Charges à payer	180	135
Commissions à payer	5.360	4.301
Impôts et taxes à payer	241	
Divers	23	25

Total	6.182	4.683
-------	-------	-------

Note 10. – Provisions

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Provisions litiges	10	22
Provisions pour risques clientèle	1.550	1.310
Total	1.560	1.332

Note 11. – Information sur les postes concernant les entreprises liées

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Actif :		
Comptes courants bancaires	3.539	995
Prêts	747	4.850
Intérêts courus		
Prêts à terme		
Passif :		
Comptes courants bancaires		
Emprunts à vue		
Emprunts à terme	430.500	360.000
Intérêts courus	423	781
Fournisseurs groupe	1.000	1.018
Charges à payer	626	540
Divers	18	18
Résultat :		
Produits financiers	9	12
Charges financières	1.183	2.049

Note 12. – Emplois et ressources selon la durée restant à courir

(En milliers d'Euros)	Durée restant à courir au 31 décembre 2017				
	0 à 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total
Emplois :					
Comptes courants bancaires et prêts (1)	4.705				4.705
Crédits à la clientèle (1)	18.558	57.143	196.014	3.290	275.005
Créances sur la clientèle (2)	8.758				8.758
LOA (3)	12.042	37.927	126.501	542	177.012
Total	44.063	95.070	322.515	3.832	465.480
Ressources :					
Comptes courants bancaires et emprunts (1)	45.000	128.500	257.000		430.500
Dépôts des dossiers LOA	50	155	704	1	910
Total	45.050	128.655	257.704	1	431.410
(1) Hors intérêts courus					
(2) Créances nettes, activités crédit et leasing					
(3) Encours financiers hors dépôts de garanties					

3. – Note sur les éléments de hors bilan

(En milliers d'Euros)

Note 13. – Engagements

Engagements donnés	2017	2016	Engagements reçus	2017	2016
Engagements de financement			Ligne de sécurité (1)	15.000	15.000
			Cautiion CGL (2)	115	115
Total			Total	15.115	15.115

(1) CGL garanti à PRIORIS une ligne de sécurité de 15 MEUR

(2) CGL s'est portée caution de la société PRIORIS dans le cadre d'une garantie financière à hauteur de 115 KEUR (art. n° L 512-7 et R 512-15 du Code des assurances)

4. – Notes sur le compte de résultat

(En milliers d'Euros)

Note 14. – Intérêts et produits assimilés

Sur opérations avec Ets. De Crédit	2017	2016
Comptes et prêts	9	12
Total	9	12

Sur opérations avec la clientèle	2017	2016
Intérêts échus	15.762	14.703
Intérêts et pénalités clients douteux	536	591
Coût d'acquisition des dossiers de financement	-5.414	-4.303
Total	10.884	10.991
Total général	10.893	11.003

Note 15 – Intérêts et charges assimilées

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Sur opérations avec Ets. De Crédit		
Sur comptes et emprunts	1.183	2.049
Total	1.183	2.049

Note 16. – Produits sur opérations de crédit bail et assimilés

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Loyers afférents à l'exercice	52.173	48.628
Intérêts, pénalités et autres produits	275	282
Coût d'acquisition des dossiers de financement	-4.344	-3.946
Indemnités de résiliation à recevoir	1.936	1.671
Plus values cessions immobilisations louées	7.683	8.150
Total	57.723	54.785

Notes 17. – Charges sur opérations de crédit bail et assimilées

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Dotations aux amortissements	48.251	46.121
Divers	124	108
Total	48.375	46.229

Note 18. – Commissions

Les produits correspondent aux rétrocessions de commissions accordées par les compagnies d'assurance suite aux placements de produits d'assurance pour les dossiers de la clientèle.

Les charges correspondent aux commissions liées aux accords de marques ainsi qu'aux commissions sur opérations bancaires.

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Commissions accords de marques	1.503	1.380
Commissions diverses	113	108
Total	1.616	1.488

Note 19. – Autres produits d'exploitation bancaire

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Frais de dossier	2	1
Autres	75	47
Total	77	48

Note 20 – Autres charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Cartes grises et malus	686	601

Total	686	601
-------	-----	-----

Note 21. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Frais administratifs	1.077	1.289
Convention de prestations de service groupe	2.120	2.062
Impôts et Taxes	327	298
Total	3.524	3.649

La distribution et la gestion des financements sont assurées par CGL.

L'information sur les honoraires des Commissaires aux Comptes n'est pas donnée, car elle est indiquée dans l'annexe aux comptes consolidés du groupe Société Générale.

Note 22. – Cout du risque

Les montants repris sous cette rubrique correspondent aux dotations pour dépréciation nettes des reprises enregistrées sur les créances impayées, les créances douteuses ou litigieuses, les créances irrécouvrables ainsi que sur les VNC contentieuses. La désactualisation est intégrée dans le coût du risque.

Note 23. – Impôt

PRIORIS SAS est directement passible de l'impôt sur les sociétés. Le bénéfice fiscal s'élève à 13.884 K€ et l'impôt sur les sociétés à 4.381 K€. La dette latente d'impôts différés sur les différences temporaires s'élève à 3.158 K€.

Note 24. – Consolidation

La société est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés de la SOCIETE GENERALE, via le palier de consolidation de CGL - Compagnie Générale de Location d'Équipements.

Note 25. – Effectif

La distribution et la gestion de financements sont assurées par la société CGL. Les redevances payées à cet effet sont représentées par la convention de prestation de service (note 21).

Note 26. – Événements significatifs et faits caractéristiques

Un contrôle fiscal portant sur les exercices 2015-2016 a débuté en septembre 2017. Ce contrôle est toujours en cours à la date d'arrêté des comptes.

Associés	Nombre d'actions	Nominal de l'action en euros	Droit de Vote
CGL	147 250	100	Simple
PGA MOTORS	7 750	100	Simple
Total	155 000	100	

Le capital social de PRIORIS de 15 500 000 EUR est constitué de 155 000 actions d'une valeur nominale de 100 euros chacune. Le capital a été entièrement libéré le 21 Mai 2013 par décision des actionnaires.

Note 27. – Variation des capitaux propres

(En milliers d'Euros)	Capitaux propres au 31 décembre 2016	Affectation du résultat	Résultat de l'exercice	Distributions	Capitaux propres au 31 décembre 2017
Capital souscrit	15.500				15.500
Prime d'émission et de fusion					
Réserve légale	1.550				1.550
Réserve spéciale	6.990	930			7.920
Écarts de réévaluation					
Report à nouveau	2.501				2.501
Résultat	9.399	-930	11.517	-8.469	11.517
Provisions réglementées					
Total	35.940	0	11.517	-8.469	38.988

Note 28. – transactions entre parties liées

Il n'existe pas de transaction significative et non conclue à des conditions normales de marché avec des parties liées.

Note 29. – événements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif, susceptible d'influencer les comptes arrêtés au 31 décembre 2017, n'est intervenu jusqu'à la date du conseil de surveillance d'arrêté des comptes.

IV. — Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

Aux associés de Prioris,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Prioris relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

– comme mentionné dans la note de l'annexe relative aux règles et méthodes comptables, votre société constitue des dépréciations pour couvrir le risque de crédit inhérent à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi du risque de crédit, à l'appréciation du risque de non-recouvrement et leur couverture par des dépréciations statistiques ou individuelles.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

– il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

– il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

– il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

– il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine, le 27 avril 2018

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Charlotte Vandeputte

V. — Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

A l'assemblée générale de la société Prioris,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale :

— Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé : Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce.

Neuilly-sur-Seine, le 27 avril 2018

Le commissaire aux comptes

Deloitte et Associés

Charlotte Vandeputte

VI. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est établi en vertu des dispositions de l'article L.232-1 du code du commerce.

Il est tenu à la disposition du public au siège social de la société – 69 Avenue de Flandre – 59700 MARCQ EN BAROEUL- RHJ/JUR/FRA

Les comptes de la société ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'autorité des normes comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire